

Mme la Présidente et chère sœur Mariam,
Chères sœurs et frères autochtones,
Chers membres de cette honorable assemblée,

Azul fellowen,

Je tiens à mon tour à vous féliciter sincèrement et chaleureusement Mme la Présidente pour votre élection à la tête de l'Instance permanente des Nations Unies pour les peuples autochtones. C'est une marque de confiance de vos collègues, une reconnaissance de votre sérieux et de vos compétences et c'est bien sûr un honneur pour nous et particulièrement pour les femmes autochtones. Je vous souhaite pleine réussite dans votre noble mission.

J'ai pris connaissance de manière attentive l'excellente note préparée par le secrétariat portant sur les « mesures prises pour mettre en œuvre la Déclaration ». Je constate avec une grande satisfaction les avancées obtenues par les PA dans différents pays d'Amérique, d'Asie, d'Afrique et d'Océanie. Je me réjouis aussi du fait qu'aujourd'hui tous les Etats membres de l'Onu ont reconnu la Déclaration. L'Australie et le Canada ont même présenté leurs excuses à leurs PA pour les torts qu'ils leur ont causés.

Mais j'ai beau lire et relire cette note, je ne trouve aucune mention concernant la reconnaissance des droits du peuple autochtone amazigh dans les pays du nord de l'Afrique. Pourtant le Maroc en 2011 puis l'Algérie en 2016, ont reconnu la langue amazighe comme langue officielle désormais inscrite dans les Constitutions de ces deux Etats. Mais alors pourquoi cela n'est pas mentionné dans la note rédigé par le secrétariat de l'IP ? Est-ce un oubli ? Non, en fait ces Etats n'en ont pas informé l'IP car ces Etats d'obédience arabo-islamique, ne reconnaissent pas la qualité de peuple autochtone aux Amazighs. Ils préfèrent les qualifier de « minorité », pour mieux leur dénier, leur refuser leurs droits et leurs libertés fondamentales tels qu'ils sont mentionnés dans la Déclaration. Cela est un grave déni des droits fondamentaux du PA Amazigh et une sérieuse entrave à la mise en œuvre de la Déclaration dans nos pays.

De même, on observe que les Etats algérien et marocain sont dans une totale ambiguïté car ils reconnaissent deux langues officielles, l'arabe et l'amazigh, mais ne veulent pas reconnaître les deux peuples auxquels appartiennent ces deux langues, le peuple arabe et le peuple amazigh. De ce fait, nos institutions politiques propres ne sont pas reconnues et font l'objet d'un processus de destruction qui a commencé au temps de l'invasion arabe qui se poursuit jusqu'à maintenant. En conséquence en tant qu'Amazighs, nous sommes totalement exclus de toute participation à la prise de décision y compris à l'échelon local.

Par ailleurs, la reconnaissance de la langue amazighe dont j'ai parlé n'est que la poudre aux yeux, car tant au Maroc qu'en Algérie, il n'y a aucune réalisation concrète en faveur de cette langue. Elle continue d'être marginalisée et méprisée à l'école et dans les médias publics et exclue de l'administration et de la justice. Et les autres injustices demeurent comme la spoliation de nos terres et de nos ressources naturelles et la marginalisation socioéconomique des Amazighs.

D'autre part les peuples amazighs qui revendiquent leurs droits à l'autodétermination sont persécutés, opprimés, réprimés, marginalisés, les militants emprisonnés, harcelés et toutes les portes de dialogue sont fermés tel est le cas de la kabylie, Azawad, archipel de canaris.

Il nous semble donc impératif que tous les organes de l'ONU fassent converger leurs efforts afin que les Etats concernés reconnaissent le caractère autochtone des peuples autochtones. C'est une étape nécessaire, indispensable à la mise en œuvre de la Déclaration.

Au niveau international, nous nous réjouissons de la participation des PA au système des Nations Unies au travers de l'IP, du MEDPA, du RS. Mais cela fait des années que nous pensons et préconisons d'aller plus loin en accordant aux PA le statut d'observateur à l'AG de l'ONU. Aujourd'hui il y a des territoires de quelques milliers de personnes qui sont membres de l'ONU à part entière parce qu'ils forment un Etat et 360 millions d'autochtones en sont exclus. Cela ne me semble pas normal ! Il faut une juste et digne représentation des PA à l'ONU !

Je voudrais également profiter de cette tribune pour attirer votre attention sur le fait que non seulement nos droits sont bafoués mais dès la moindre protestation pacifique de notre part, la main de fer de l'Etat s'abat sur nous sans pitié. Je ne prendrai qu'un seul exemple pour illustrer cela : 150 personnes qui appartiennent au peuple autochtone Mzab en Algérie sont détenus depuis 22 mois sans jugement, en toute illégalité, dans les prisons algériennes. Ces prisonniers politiques sont maltraités et ils recourent régulièrement à des grèves de la faim pour essayer d'alerter l'opinion. Leur état de santé est très dégradé et nous craignons le pire. Leurs familles sont très inquiètes. Je m'adresse à vous tous, aidez-nous à les libérer !

Tannemirt Merci !

Kamira Nait Sid

Présidente du Congrès Mondial Amazigh (CMA)